

L'Humanité *rouge*

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*



1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 350
samedi 18 octobre 1975

LA YOUGOSLAVIE ET L'ESPRIT DE RÉSISTANCE A L'HÉGÉMONISME

Des informations en provenance de Belgrade ont annoncé que le présidium du parti yougoslave vient de se réunir pour examiner «certains aspects des activités antiyougoslaves». L'importance de cet événement n'a pas échappé à tous ceux qui suivent avec attention l'évolution de la situation dans les Balkans, cette région que les impérialistes de tous poils ont transformé de longue date, en poudrière de l'Europe.

Actuellement le social-impérialisme russe qui dispute l'hégémonie à l'impérialisme américain et rivalise avec acharnement avec lui en Europe, intensifie ses préparatifs d'expansion et de guerre.

Dans son offensive contre l'autre superpuissance, l'URSS de Brejnev accorde une place particulière à la Yougoslavie. C'est que sur le flanc sud de l'Europe, ce pays constitue un point faible.

La République populaire d'Albanie, sous la direction du Parti du travail dirigé par Enver Hodja, constitue un os difficile à avaler parce que le peuple albanais est mobilisé et armé pour défendre le socialisme face aux deux superpuissances. Quant aux autres pays d'Europe du Sud, ils appartiennent à la sphère d'influence américaine et ne peuvent passer sous contrôle russe sans réaction américaine.

Dans ses préparatifs pour contrôler la Yougoslavie, le social-impérialisme a mis en place et suscité la création d'une «opposition» et de réseaux pro-américains, dont certains ont d'ailleurs été démantelés.

Face à ces activités intolérables, la Yougoslavie a développé, encore ces derniers temps, sa résistance.

Le 8 mai 1975 déjà, le gouvernement yougoslave avait protesté contre la déformation de l'histoire de la Résistance antifasciste en Yougoslavie, par la «Pravda» russe. La «Pravda» attribuait à l'armée soviétique tous les mérites de la victoire sur les nazis en Yougoslavie alors que le peuple yougoslave a mené une héroïque lutte armée contre l'occupant, une lutte armée qui fut une des plus importantes d'Europe.

Depuis la publication des flagrants mensonges de la «Pravda», les faits marquant la vigilance de la Yougoslavie devant les menées subversives des sociaux-impérialistes russes n'ont cessé de se multiplier. En particulier le voyage du premier ministre yougoslave en République populaire de Chine, en République populaire et démocratique de Corée et dans d'autres pays, voilà trois semaines, a témoigné de la volonté de la Yougoslavie de s'unir avec les pays qui combattent l'hégémonie des superpuissances, sans craindre les remontrances russes

(Suite page 8)

CHATELLERAULT, les politiciens bourgeois s'empoignent

LE GRAND CIRQUE

Les ténors de plusieurs partis bourgeois s'étaient donnés rendez-vous jeudi soir à Châtellerault lors d'un meeting électoral.

La colère des travailleurs de Châtellerault, où le chômage est important, s'y est manifestée contre les représentants des monopoles capitalistes. Abelin, Chirac et Poniatowski se sont faits siffler copieusement et les représentants du gouvernement ont quitté la salle entre deux rangées de CRS.

La présence de la brochette de politiciens bourgeois de «droite» et de «gauche» témoigne de l'importance qu'ils accordent à cette élection. Elle a pour eux valeur de test d'importance nationale. Si Abelin, ministre de Giscard, devait être battu, cela confirmerait la transformation du PS en premier parti électoral de la bourgeoisie et c'est pourquoi Mitterrand s'est déplacé.

Cette élection est également l'occasion de relancer la machine aux illusions électorales. Alors que la crise et les luttes ouvrières se développent, la bourgeoisie veut faire croire à des changements possibles par les élections.

Voilà pourquoi tout est fait pour passionner cette élection. A Châtellerault, tandis que se déroule la foire d'empoigne électorale, la classe ouvrière mène d'importantes luttes. Le Châtellerault de la classe ouvrière n'est pas celui des batteurs électoraux.

Giscard à Moscou : «Tout va très bien Madame la marquise»

Plus ça va mal et plus tout est très bien. C'est la conclusion que l'on peut tirer des propos tenus par Giscard d'Estaing devant les journalistes. Après la grossière modification du programme de sa visite officielle transformée en excursion touristique par les dirigeants révisionnistes soviétiques il a, en effet, déclaré «qu'il était optimiste en ce qui concerne les relations franco-soviétiques». Dans le même temps l'accueil organisé par la clique Brejnev se faisait de plus en plus glacial. Il y avait très peu de personnes pour accueillir Giscard d'Estaing à Kiev et l'appareil de propagande a relégué à une place secondaire le compte-rendu de sa visite.

Giscard d'Estaing continue à chanter «tout va très bien madame la marquise» alors que le château est en feu : il lui est nécessaire de justifier les accords économiques dont les capitalistes français ont tant besoin dans la crise actuelle de leur système, c'est pour cela qu'il parle de «détente» et d'«amitié» avec l'URSS de Brejnev qui ne cesse pourtant de se comporter en grand seigneur et de préparer la guerre.

Pour rendre hommage aux 5 fusillés



MEETING DU F.R.A.P.



dimanche 19 octobre

15 h à la Mutualité



Renault : QUI SONT LES RESPONSABLES DES LICENCIEMENTS ?

Le 1er mars dernier, après la grève des caristes, la direction de Renault décidait 17 licenciements (aujourd'hui 14 sont maintenus, ils touchent tous des travailleurs immigrés). Les faux communistes dirigeant la CGT de Renault devaient alors, contre la volonté des travailleurs, brader les licenciements pour des indemnités. Ils allaient faire reprendre le boulot sans que les ouvriers licenciés soient réintégrés. Dix-sept gars étaient sur le pavé, malgré cela les dirigeants de la CGT criaient victoire (cf. HR des 14, 18, 21, 25 février, 4 et 21 mars, 18 avril 1975).

Mieux. C'est à l'échelon national que le parti antiouvrier de Marchais déclenchait une vaste campagne pour faire connaître cette «victoire». *L'Humanité* du 12 avril annonçait par exemple que 200 000 tracts intitulés «La vérité sur le conflit Renault» avaient été distribués la veille. Toute cette propagande révisionniste effrénée, c'était bien le signe que tout n'allait pas sans mal dans le travail du faux parti communiste pour tromper les travailleurs. Ceux-ci, et en particulier ceux de Renault, ne s'en laissaient pas conter. Et, preuve de ces difficultés importantes que rencontraient les révisionnistes, *L'Humanité* blanche du 12 juin 1975 était encore obligée de titrer à la une : «Renault, la preuve... "Echec ouvrier" avaient dit de la lutte chez Renault, en avril, Chirac et la plupart des moyens d'information. Oseront-ils, aujourd'hui, rétablir la vérité ?» En page 6 du même numéro de *L'Humanité*, sous le titre «Un O.S. de Renault-Billancourt a gagné en mai 300 F de plus qu'en janvier», le dénommé Ch. S. écrivait : «Voici donc, incontestable, la vérité sur le succès des travailleurs de Renault.» Il annonçait également qu'émanant de la CGT, «un document intitulé "Theure des compies" venait d'être diffusé à 80 000 exemplaires». Ainsi, plus de trois mois après la fin de la grève, le parti de Marchais n'avait pas encore réussi à convaincre les travailleurs qu'une «victoire» avait été remportée à Renault...

Aujourd'hui, pour ce parti, c'est un constat d'échec total. Il n'a pas réussi à faire avaler la pilule aux travailleurs. Et dans les rangs ouvriers, ce qui progresse, c'est bien plutôt la prise de conscience qu'il est un parti traître, bourgeois, dont les dirigeants appliquent une ligne diamétralement opposée aux intérêts de la classe ouvrière.

Aussi est-il à nouveau obligé de se donner des allures combattives. Et c'est ainsi que les faux communistes recommencent à parler à Renault des 14 travailleurs licenciés qui sont toujours au chômage.

Le 15 octobre, les dirigeants CGT organisaient une «grande journée de collectage». Dans un tract diffusé à Billancourt le 7 octobre pour préparer cette journée, ils déclaraient : «Nous avons pris l'engagement juste de ne pas permettre à la direction et au gouvernement de jouer sur le temps, et d'assurer la paie des OTAGES le temps qu'il faudra... afin qu'ils puissent nourrir leurs enfants.» Ce même jour, 2 secrétaires de section du parti de Marchais et un responsable de la fausse JC ont occupé avec 4 des licenciés, membres du P.C.F., le château d'eau de l'usine de Billancourt pour «défendre les libertés et exiger la réintégration des ouvriers licenciés lors de la grève du printemps derniers».

Que se cache-t-il derrière ces actions ? Les dirigeants soi-disant communistes de Renault ont-ils soudain pris conscience de la nécessité de lutter contre les licenciements ? Non.

D'abord, par cette collecte, que veulent les révisionnistes ? Premièrement redorer leur blason auprès des travailleurs, et deuxièmement les démobiliser. En effet, ils cherchent à faire croire que la lutte contre ces licenciements n'est pas vraiment importante ni urgente, puisque la paie des travailleurs licenciés est assurée par leurs soins... avec l'argent des autres travailleurs et non celui de la bourgeoisie, et moyennant de nombreux couplets démagogiques et humanistes bourgeois.

Et l'occupation ? Par cette «action d'éclat» au sommet du château d'eau, ils cherchent à remplacer l'indispensable lutte des masses par les actions-bidon de mini-commandos. Ils entendent ainsi démobiliser les travailleurs en leur faisant croire qu'ils n'ont à se soucier de rien puisque «de grands défenseurs de la classe ouvrière» s'occupent de régler tous les problèmes.

En réalité, en se comportant de cette façon et en menant de telles actions, les chefs révisionnistes ne font que confirmer qu'ils acceptent les licenciements. Depuis mars, ils braillent qu'à Renault une grande victoire a été remportée. Aujourd'hui quand ils disent : «Ne relâchons pas notre pression...», c'est de la «pression» d'une poignée de gens à eux, qui laissent les masses sur la touche (et pour cause !) qu'il s'agit. Alors que, et la pratique l'a chaque fois prouvé, seule la lutte des masses peut empêcher les licenciements. Quelle différence entre ces deux attitudes ? Du point de vue du résultat pour les travailleurs : aucune !

C'est pourquoi nous disons qu'avec le patronat, ce sont eux, les chefs réactionnaires du faux parti communiste français, qui sont les principaux responsables de la situation actuelle à Renault, en général, et du licenciement de 14 travailleurs immigrés, en particulier.

COUPABLES OU INNOCENTS ?

Dans le tract CGT qu'ils ont diffusé le 7 octobre à Billancourt, les faux communistes dirigeant la CGT Renault parlent à profusion de «justice» et «d'innocence». Rappelant les circonstances dans lesquelles les 14 travailleurs ont été licenciés, ils veulent se montrer «scandalisés» par cette mesure répressive du patronat.

Selon eux, ces licenciements sont inadmissibles puisque «la preuve de leur innocence (aux travailleurs licenciés) a été plusieurs fois prouvée». Mais, de quoi pourraient-ils bien être coupables ces travailleurs ? Dans sa lutte légitime contre les capitalistes exploités, peut-on accuser le prolétariat de quoi que ce soit ? N'est-ce pas plutôt la bourgeoisie qui est coupable des pires crimes contre les travailleurs, par le fait même qu'elle les exploite, allant jusqu'à les tuer au travail, par le fait même qu'elle les licencie, leur retirant ainsi leur unique gagne-pain ?

Eh bien, les faux communistes du parti de Marchais, eux, semblent plutôt penser qu'il y a des ouvriers défendables face aux capitalistes et d'autres qui ne le sont pas. Et c'est pour cette raison qu'ils ont cherché à savoir si les 14 travailleurs immigrés licenciés de Renault étaient «coupables ou innocents», puisque le tract CGT auquel il est fait allusion indique que «les élus du comité d'entreprise l'ont affirmée (l'innocence) après une ENQUETE MINUTIEUSE au cours d'une séance publique.»

Voilà bien, mise à nu, la véritable nature des dirigeants du parti de Marchais : une nature bourgeoise, de gens qui considèrent que la bourgeoisie n'a pas toujours forcément tort, et qu'en tout état de cause le capitalisme doit être sauvegardé !

RHONE-POULENC

JOURNÉE NATIONALE D'ACTION

le 16 octobre

CONTRE LE CHOMAGE PARTIEL

Depuis la décision du plus important trust français de mettre au chômage partiel l'ensemble de ses 120 000 salariés, les travailleurs ont engagé la lutte dans différentes usines.

Dans la branche textile déjà touchée par les licenciements, les débrayages et occupations d'usines se poursuivent. Dans la branche chimie, dès l'annonce des mesures de chômage, l'action s'est engagée à Naphtachimie (à Fos) avec une forme de grève qui coûte 4 heures par mois à chaque travailleur et 8 jours de production à la direction (soit plus que ne coûterait l'indemnisation du chômage partiel).

Ailleurs ce sont des débrayages et des manifestations à l'intérieur de l'usine, comme à Vitry, qui ont eu lieu.

Le 16 octobre, à l'appel de CGT - CFDT - CFTC - FO et CGC, a eu lieu une journée nationale d'action et de manifestations, une à Paris et une dans la région lyonnaise devant les sièges sociaux. Nous étions 1500 à 2000 à Paris et la combativité était importante. Pourtant le caractère donné à la journée par l'intersyndicale au sommet, et qui a dominé, fut du style : Nous voulons négocier sur l'emploi, les conditions de travail, les salaires. C'est-à-dire une tarte à la crème permettant à toutes les formes du réformisme et de la collaboration de classes de s'y retrouver.

Mais la revendication de la CFDT - 36 heures payées 40 - reprise par des sections FO et CGT a été fréquemment criée, ce qui est un succès contre la direction de la CGT, qui, sous prétexte de défendre la «production nationale» et de «relancer la consommation populaire», qualifie ce mot d'ordre de débile alors qu'il correspond à l'aspiration des larges masses. De même, au cours du rassemblement, l'intervention de la CGT sur le programme commun n'a été applaudie par personne et l'appel à rejoindre la CGT «la meilleure, la plus forte, celle qui fait tout» a été copieusement hué.

Néanmoins, lorsque, à la fin du rassemblement, de nombreux travailleurs ont repris le mot d'ordre «Une seule réponse, l'occupation», le travail de sape entrepris de longue date par les responsables CGT et l'intervention d'un bonze au nom de l'unité intersyndicale hostile à l'occupation ont empêché la réalisation de cette juste initiative.

La mobilisation et la lutte pour le paiement intégral des heures chômées (36 heures payées 40) et l'augmentation uniforme des salaires n'en est qu'à son début ; par son développement il faut renforcer la lutte idéologique et l'organisation contre la ligne de trahison impulsée par le P.C.F dans la CGT. La journée d'hier a montré que c'est possible.

Unis à la base et dans l'action contre le patronat et les dirigeants révisionnistes, nous vaincrons.

Les communistes marxistes-léninistes de R.P. Vitry

Pour contact écrire au journal qui transmettra.

PARMI LES NOMBREUSES LUTTES EN COURS

Contre les licenciements et le chômage partiel

Bejjaflore à Romans, l'ex-SEMM à St-Nazaire, l'entreprise Blin à Rennes, SNIA-Division avions à Toulouse, Hélyary à St-Brieuc, Trembal à Nancy...

Conditions de travail, salaires...

Au garage Caugant à Brest, à l'«A.G.A.P.» à Vincennes, aux fonderies Cachaux à Laffour dans les Ardennes, chez Sandar Paris-20e, le service après-vente de chez Carrier (climatisation) à Suresnes, chez Sulzer (climatisation) à St-Ouen...

DECLARATION DU P.C.E. (M.L.)



L'EDITORIAL D'UN NUMERO SPECIAL DE «VANGUARDIA OBRERA», ORGANE DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE (MARXISTE-LENINISTE), DECLARE NOTAMMENT :

En condamnant à mort Otaegui, Jose Humberto Baena, Garcia Sanz, Sanchez Bravo et Paredes Manot, la sanguinaire dictature franquiste a signé son propre arrêt de mort. Condamnés sans aucune preuve, «jugés» sans aucune garantie, horriblement torturés, le sang de ces 5 patriotes — 2 basques de l'ETA et 3 du FRAP et du PCE (ml) (ce qu'ils ont affirmé fièrement devant les sinistres tribunaux militaires) — doit être comme la semence dans la terre fertile : des cen-

taines, des milliers de nouveaux jeunes anti-fascistes s'incorporeront à la lutte pour reprendre le poste de combat qu'ils ont laissé vide par l'héroïque sacrifice de leur vie.

Le moment n'est pas aux pleurs ni aux lamentations : ce sont des moments de combat, ce sont des moments au cours desquels les peuples de toutes les nationalités d'Espagne doivent se lever avec plus de force que jamais, pleins d'une haine sacrée contre le fascisme et l'impérialisme yankee.

En ces moments, où le sang des meilleurs fils de l'Espagne est versé par le fascisme assassin, celui qui parle de «réconciliation», de «passage pacifique à la démocratie», de «pactes» avec l'oligarchie et l'armée fasciste, mérite seulement un nom : celui de traître et de complice du fascisme.

Ceux qui dans le cadre du formidable mouvement de solidarité à l'intérieur et au-dehors de l'Espagne, au lieu de lutter contre la criminelle répression fasciste, demandent la clémence, ceux qui, au lieu de dénoncer le terrorisme fasciste, ont osé misérablement qualifier les justes et valeureuses actions de ces patriotes et révolutionnaires d'actions «terroristes» — comme l'a fait le renégat Carrillo — ceux-là méritent seulement le mépris et la haine des masses populaires d'Espagne.

Pologne

LES TRAVAILLEURS MANGENT-ILS TROP ?

Dans un récent discours, le dirigeant polonais Gierk a admis qu'en Pologne on manque de nourriture, et notamment de viande. D'où viennent ces «insuffisances d'approvisionnement» ? De la faillite du capitalisme restauré en Pologne, et du pillage de ce pays par l'URSS ? Non, pour Gierk, tout vient du fait que les prix sont «trop bas», et que par conséquent la demande est «trop forte». En somme, s'il y a pénurie de produits alimentaires, c'est parce que les travailleurs polonais se gorgent de nourriture à vil prix...

Quelle est la conséquence de cette pénurie ? L'augmentation de la production pour répondre aux besoins des travailleurs ? Non, c'est l'augmentation des prix...

En raisonnant ainsi, Gierk justifie l'augmentation du prix des produits alimentaires, qui dépasse officiellement les 5 % par an, et en réalité les 10 %.

Du même coup, Gierk veut tromper les travailleurs par un baratin sur l'augmentation des salaires : «Pour ce qui est des conditions de vie de la population, le facteur d'une importance décisive n'est pas le mouvement

des prix, c'est la relation entre le taux de croissance des revenus et le mouvement des prix.»

Nous connaissons bien ce refrain : qu'importe la hausse des prix, pourvu que celle des salaires la rattrape ! Trotsky l'a inventé, avant que Ségué fasse de «l'échelle mobile des prix et des salaires» son morceau de bravoure. Proposer l'échelle mobile, c'est vouloir faire accepter aux travailleurs la hausse des prix, produit du capital.

Pour chanter victoire, tout comme les bourgeois de chez nous, Gierk compare l'indice officiel des prix et «l'évolution du salaire moyen». Et il conclut que le pouvoir d'achat des travailleurs a augmenté, malgré la hausse des prix. Ton salaire est-il moyen, Gierk ?

En 1970, les travailleurs polonais se sont révoltés contre la hausse des prix et la misère imposées par la nouvelle bourgeoisie révisionniste. Dans les grands ports du Nord, ils ont mené des grèves insurrectionnelles réprimées par les chars.

Gierk fait semblant de l'avoir oublié. La classe ouvrière polonaise se chargera de lui rafraîchir la mémoire !

GRANDE-BRETAGNE : FLAGRANT DÉLIT !

Un chalutier soviétique a été conduit sous escorte jusqu'au port de Plymouth (sud-ouest de l'Angleterre) après avoir été arraisonné par un navire de guerre britannique. Le bateau soviétique avait pénétré sans autorisation à l'intérieur des eaux territoriales anglaises. 40 à 60 chalutiers soviétiques pêchent depuis quelques semaines au large de cette partie de la côte anglaise. Et on sait que ce n'est pas seulement le pillage des bancs de poissons qui les intéressent, mais aussi la pêche... aux renseignements !

LES NEGOCIATIONS S.A.L.T. DANS L'IMPASSE

Dimanche dernier Kissinger affichait son optimisme en assurant que les négociations sur la limitation des armes stratégiques nucléaires qui se déroulent entre l'URSS et les USA, «étaient achevées à 90 %».

Cette belle assurance est démentie en sourdine par ses proches collaborateurs qui viennent de déclarer au «New-York times» qu'il semble «peu probable que la réponse soviétique aux dernières propositions de Washington permettra, lorsqu'elle sera formulée, de faire progresser de façon notable les négociations actuellement dans l'impasse».

VIETNAM : LES PROLONGEMENTS DES CRIMES AMERICAINS

Le professeur Ton That Tung, chirurgien nord-vietnamien mondialement connu pour ses travaux sur le cancer du foie vient de révéler que, en dehors de leurs effets sur l'environnement naturel, les défoliants répandus par l'aviation américaine sur le Vietnam ont très vraisemblablement eu des effets cancérogènes sur la population. En l'espace de 5 ans, le nombre de cancers du foie recensés à Hanoï est passé de 2,89 % à 9,07 %. Une substance utilisée dans les défoliants, la «dioxine», serait à l'origine de cet accroissement. 550 kg de ce produit, non soluble dans l'eau et que ne détruit pas même une température de 800°, ont été répandus au Vietnam, ce qui représente un chiffre énorme puisqu'il est actif à partir de quelques microgrammes.

PORTUGAL :

Parlant en tant que chef d'Etat-Major général des armées, le président Gómes a lancé un appel à l'opinion publique pour que cessent les manifestations de soutien aux militaires mutinés.

«Ce type d'action des masses populaires, même s'il est très bien intentionné, a-t-il dit, sème la confusion, crée la division et l'indiscipline au sein des forces armées et ouvre la porte au fascisme... Les forces armées portugaises doivent être unies et opérationnelles au service de la révolution et consciemment disciplinées.

«... La discipline consciente signifie pour les forces armées, l'acceptation des missions qui leur sont attribuées de façon à s'opposer à toute action contre-révolutionnaire.»

A Porto, le calme est revenu par une solution de compromis : le «CICA» précédemment dissous, rouvrira ses portes, les soldats retranchés dans la caserne du RASP ont évacué les lieux, le général Fabiao dont ils exigeaient le départ reste maintenu dans ses fonctions.



A l'agence Renault de Limoges, les travailleurs se sont mis en grève contre l'exploitation particulièrement féroce.



Les grévistes organisent des réparations gratuites devant l'entrée du garage et appellent la clientèle à soutenir le mouvement.

LES PHOTOGRAPHES DE L'HUMANITE ROUGE SOLIDAIRES DE FOTOLIB

Le groupe de photographes «6 décembre» qui collabore au quotidien L'Humanité rouge se déclare pleinement solidaire de ses confrères de Fotolib, face aux agressions dont ils ont été victimes le mercredi soir 8 octobre par un groupe de fascistes.



L'agence Fotolib après l'agression des fascistes qui ont volé des photos, du matériel, et tenté de l'incendier.



La troupe de théâtre des Hauts Plateaux : «Mister Tapis Vert» est effolé par le mot d'ordre de lutte des travailleurs.

Mobilisons les amateurs photographes

Depuis trois semaines, presque quotidiennement, nous recevons des coupures de journaux et quelques tirages photos (Le Mans, Rennes, Fougères...) de province. Mais peu de contributions encore de Paris et sa banlieue. Il faut que les amateurs photographes s'y mettent et soient soutenus activement dans leurs initiatives par les camarades et lecteurs (de la région parisienne également). Comme le soulignent entre autres les critiques des lecteurs, l'illustration par la photographie joue un rôle important dans notre quotidien. Elle permet d'améliorer la présentation du journal, mais surtout d'ajouter un caractère encore plus vivant aux articles et reportages sur les luttes ouvrières, paysannes, les grèves...

Pour préserver, à vos contributions photographiques, un caractère d'actualité, il est important de nous les faire parvenir le plus rapidement.

Sur le plan technique, nous vous rappelons l'importance matérielle de tirer vos photographies en format 13 x 18 cm, et de bien les légender. Pour les cas d'urgence, nous acceptons les négatifs développés avec une feuille explicative jointe sur leur contenu.



Une ouvrière de Fougères à la tribune pendant le meeting à Rennes des marxistes-léninistes.

EXPOSITION DE L'AMICALE DES ALGERIENS EN EUROPE

A l'occasion du 17 octobre, journée nationale de l'émigration, les services d'information de l'Amicale des Algériens en Europe organisent une exposition photo sur les thèmes :

- La lutte de libération nationale
- L'Algérie d'aujourd'hui
- L'émigration algérienne

Cette exposition réalisée par Amer Oumalou, se déroulera du 16 au 30 octobre au cercle culturel de l'Amicale, 161 bis rue Saint-Jacques - 75005 Paris.

TELEVISION

Mardi sur «Antenne 2» UNE EMISSION SCANDALEUSE

«C'est avec une indignation et une colère sans nom que je prends la plume pour vous écrire au sujet d'une émission qui passe en ce moment même (mardi 18 heures) sur les écrans de télévision.»

C'est par ces mots qu'un ami lecteur commence sa lettre pour dénoncer l'émission scandaleuse de mardi dernier, ripostant ainsi immédiatement à l'événement.

C'est ce à quoi nous convions nos lecteurs qui ont la télévision, afin de répondre à cet énorme moyen de propagande, aux mains de la bourgeoisie, qui touche les larges masses, qu'est la télévision. Faire connaître les émissions intéressantes et combattre sans merci la propagande réactionnaire de droite comme de la fausse gauche.

Cette émission (de mardi), orchestrée par ce défenseur du colonialisme qu'est Jean Lartéguy, prétend nous proposer une rétrospective sur «la guerre du Vietnam».

Je passe sur la vie de ce plumitif archi-réactionnaire. Le Monsieur prétend nous raconter la guerre comme si on y était, et voici les «vérités» qu'il nous sort.

— Les communistes sont les agresseurs.

— Les États-Unis sont venus défendre la démocratie.

Mais le plus grave n'est pas là. Tout le récit présenté aux téléspectateurs n'a qu'un seul but : intoxiquer, cacher la réalité de l'agression impérialiste yankee.

De plus, il falsifie ouvertement la réalité.

— L'attaque de Khé Sauh a été un échec.

— Le soulèvement de Saïgon est une défaite. Le FNL a été anéanti. Le Nord l'a laissé tomber.

— Le Parti populaire du Vietnam reconnaît qu'il a perdu la guerre (ce doit être le nom qu'il donne au Parti du travail).

— Les camarades chinois auraient introduit de la drogue au Vietnam, en provenance du Laos, pour affaiblir les troupes américaines.

Or chacun sait que l'opium servant à fabriquer l'héroïne est cultivée dans le fameux triangle d'or contrôlé par les généraux de Tchang Kai-tchék et soutenus par les impérialistes américains.

— Le commentateur a déclaré : «Pendant que la guerre continue on amuse la galerie avec des fanto-

ches comme Sihanouk le prince rouge, à Pékin.» Quelle ignominie, quelle crapulerie ! Si le prince Sihanouk était réellement un fantoche comment aurait-il pu reconquérir son pays en 5 ans ? Comment cela se fait-il qu'au bout de 3 mois, 50 % du territoire du Kampuchea ait été libéré ?

— Les communistes ont violé, sciemment les accords de Paris en décembre 1974 en attaquant le Sud. Voilà une bien piètre analyse. Voilà une contre vérité. Ce ne sont pas les camarades vietnamiens qui ont saboté les accords de Paris mais bien la clique fasciste et traître de Thieu.

Ce monsieur Lartéguy, plumitif haineux et anticommuniste a déjà sévi il y a quelques mois à la télévision. C'est lui, tel le réactionnaire qu'il est, qui comparait Saïgon à une «belle pute que tout le monde adore et on déteste.» Voilà bien ce qui chagrine monsieur Lartéguy : Saïgon des impérialistes avec sa luxure et sa pourriture réactionnaire a disparu. Désormais Saïgon est devenue Ho Chi Minh-ville, voilà qui doit faire pleurer de rage, plus que tout, ce pantin réactionnaire.

Camarades, nous devons dénoncer les agissements de tels individus, la complicité objective du gouvernement français dans de telles occasions. Je rappellerai que cette émission est passée sur A 2 (la chaîne présidée par Marcel Jullian qui a censuré J-P. Sartre). A 20h 30, le même Lartéguy raconte «la chute de Saïgon» et c'est lui qui a écrit le texte de l'émission !

Un lecteur d'Orléans

«LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH.Q»

l'une des plus célèbres nouvelles de Lou Sin, adaptée au théâtre par Jean Jourdeuil et Bernard Chartreux sera présentée du 4 novembre à fin décembre au théâtre de l'Aquarium, Cartoucherie - Route de la Pyramide (Métro Château de Vincennes, prendre l'autobus 306 à la gare routière, quai C et descendre à «Route du champ de manœuvres»).

Coproduction : Théâtre national de Strasbourg

Prix des places : Individuels : 20,00 F

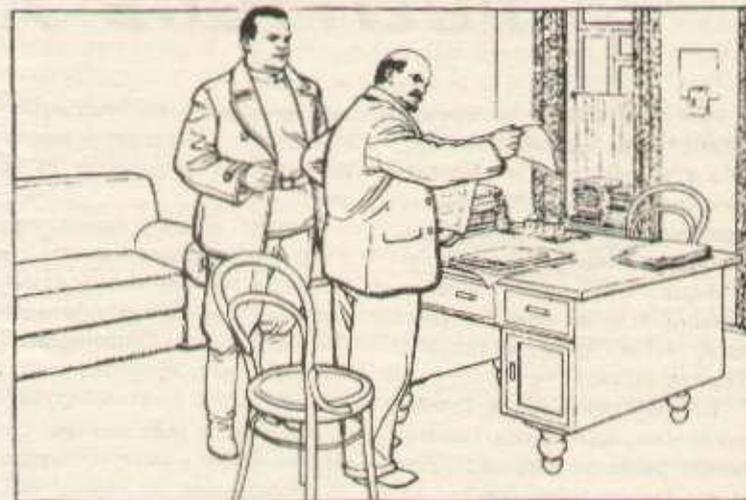
Collectivités : 15,00 F

Location : Tél. 808-99-61



LENINE EN OCTOBRE 1917

Résumé : Vassili est retourné faire un rapport à Lénine sur les préparatifs de l'insurrection armée et sur le refus des ouvriers de livrer leurs armes aux contre-révolutionnaires du gouvernement provisoire et des mencheviks.



57) Lénine demande à Vassili s'il a une carte de Péetrograd. Vassili la lui donne et dit : «J'ai découvert une chose mystérieuse...» En s'apercevant que Lénine fixe son attention sur la carte, Vassili ne veut pas finir sa phrase.



58) Un moment plus tard, Lénine se retourne pour demander à Vassili ce qu'il voulait dire tout à l'heure. Vassili poursuit : «Lorsque j'achetais la carte dans une librairie, le vendeur m'a dit qu'il en avait vendues plus d'une cinquantaine aujourd'hui. Je l'ai littéralement prise sous le nez d'un bonhomme qui n'avait pas l'air d'être des nôtres. De toute vraisemblance, les ennemis se préparent également».



59) Lénine se réjouit beaucoup de la remarque de Vassili. Il sent que son regard est devenu perçant et que ce soldat révolutionnaire grandit à pas de géant. Lénine lève son poing avec force et dit à Vassili : «La lutte se déclenche partout dans le pays».

(A SUIVRE)

5^e conférence de l'agriculture du gouvernement
et journées "paysannes" du parti de Marchais :

DEUX FACES D'UNE MEME POLITIQUE ANTIPAYSANNE

Hier s'est déroulée la dernière phase de la V^e Conférence de l'agriculture organisée par le gouvernement chaque année à cette époque et regroupant diverses organisations telles que la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), les chambres d'agriculture, etc.

Elle regroupe ainsi de fait les représentants des monopoles capitalistes des grands propriétaires fonciers et des paysans riches. Son but est donc clair : se concerter entre représentants de différentes couches de la même classe pour définir les orientations souhaitables de leur point de vue, et donc du point de vue de leurs profits respectifs.

Le résultat : une subvention énorme, mais qui ira dans la poche des trusts alimentaires, des propriétaires fonciers et des paysans capitalistes. Bonnet, ministre de l'Agriculture a félicité Debatisse, secrétaire national de la FNSEA, ce paysan riche, corrompu par la bourgeoisie monopoliste. Le premier pourra dire «voyez les efforts que nous faisons pour la paysannerie», et le dernier «voyez ce que nous avons obtenu pour vous». Chaque année n'est-ce pas la même mascarade dans la presse et à la télévision vantant les efforts mutuels consentis...

Une remarque à propos de cette conférence : le MODEF, véritable cheval de Troie du parti de Marchais dans les organismes agricoles de l'Etat, a élevé «une vive protestation» contre le fait qu'il n'avait pas été invité à cette concertation. Il est à remarquer que le MODEF venait de changer de

sigle pour s'appeler désormais «syndicat» justement dans le but de pouvoir participer aux négociations de ce genre...

Ne rien attendre des résultats d'une telle conférence organisée par le pouvoir, tel est notre point de vue. Les décisions qui y ont été prises accéléreront à coup sûr l'exploitation du travail des petits et moyens paysans ainsi que celle du prolétariat agricole.

Une question cependant reste posée. Pourquoi le pouvoir a-t-il besoin de négocier avec les représentants bourgeois des organisations agricoles ? Une seule raison : la crise générale de l'économie capitaliste a accentué les contradictions économiques entre les différentes couches de la bourgeoisie. Ce que réclament les paysans capitalistes, ce sont des prix de vente à la production rémunérant normalement leur capital. Autrement dit, ils revendiquent un taux de profit équivalent à celui des capitalistes de l'industrie et de la finance.

Or, ces dernières années, l'inflation a largement contribué à accroître la différence de profits entre les capitalistes des villes et ceux des campagnes, par l'augmentation très importante des prix de tous les produits industriels (tracteurs, engrais...). C'est pourquoi les paysans capitalistes (15 000 environ se partageant plus de 40 % de la surface cultivée) demandent également des subventions pour eux.

Ayant donc obtenu satisfaction sur l'essentiel, il est clair que les dirigeants des organisations agricoles feront tout pour freiner et stopper la volonté de lutte des paysans travailleurs exploités.

Seulement, ni le pouvoir ni les dirigeants des organisations qui lui sont tout dévouées, ne pourront empêcher cette combativité grandissante des travailleurs des campagnes, dont la situation s'est aggravée dans de larges proportions ces deux dernières années. Leur revenu a baissé en moyenne de 30 % (15 % d'après le pouvoir) à cause de la baisse générale des prix de vente à la production et de la hausse des prix industriels.

L'exode rural s'est accéléré et ce sont des dizaines de milliers de paysans travailleurs qui sont obligés de quitter la terre chaque année... pour trouver le chômage en ville.

Des luttes importantes se sont alors développées et la seule réponse de l'Etat a été la répression policière la plus violente et des procès honteux où les paysans se font condamner comme «voyous» et «terroristes»...

Par rapport à tout ceci il est intéressant de saisir les objectifs du parti de Marchais lorsqu'il organisait, le week-end dernier, deux journées d'étude sur la question paysanne sous le sigle «Quelle est aujourd'hui la liberté du paysan?»

Une déclaration d'un responsable des Vosges de ce parti illustre assez bien la ligne développée à ces journées : «On constate une évolution positive des dirigeants traditionnels de la FNSEA». La Fédération serait-elle plus «à gauche» aujourd'hui ? Il est clair que c'est justement le contraire. La vérité c'est que les positions de la fédération et du faux Parti communiste se rapprochent sur de nombreux points, de telle sorte que la revue de la FNSEA devait, il y a quelques mois, faire un éloge sans pa-

reil du livre «Quelle agriculture pour la France?» diffusé par le P.C.F.

Les luttes de la paysannerie travailleuse sont taxées de «révoltes potentielles et tentations réformistes», tandis que la conclusion des journées sera : «développer l'implantation dans le secteur agricole et propager le Programme commun».

Que cachent ces mots ? Rien de bien nouveau en fait. Ce parti, depuis qu'il a abandonné tout programme révolutionnaire pour la paysannerie, a pour mots d'ordre essentiels ceux qui lui permettent, non pas de se mettre en tête des luttes paysannes pour qu'elles aboutissent, mais dont le but inavoué est de s'infiltrer dans tous les appareils para-agricoles de l'Etat bourgeois (syndicats, chambres d'agriculture, etc.). C'est pourquoi il oriente toujours son action en vue de faire élire, par les paysans en lutte ou lors d'élections, ses représentants dans les organisations para-agricoles. C'est là tout le sens de la revendication du MODEF pour être reconnu comme représentatif auprès des organismes agricoles du régime. Et dans ce sens, ils peuvent trouver un appui auprès de toute une notabilité rurale représentée par des paysans moyen-riches et des paysans riches qui ont de réelles contradictions avec le capital financier qui les exploite d'une certaine façon.

Si donc, la faiblesse du parti de Marchais est importante dans les campagnes, il importe de ne pas sous-estimer son influence, notamment celle qu'il a acquise grâce à la propagande démagogique faite autour du Programme commun.

LE CROUS VEUT EXPULSER LES ETUDIANTS ETRANGERS DE LA CITE UNIVERSITAIRE D'AIX-EN-PROVENCE

Tout le monde connaît la politique de la bourgeoisie monopoliste vis-à-vis des étudiants en matière de logement. Or cette année elle veut faire porter le chapeau de sa politique sur les étudiants étrangers. «Chaque étudiant étranger occupe une chambre qui pourrait être attribuée à un Français». L'UNEF emboîte le pas à cette campagne raciste. En effet le barème de ressources des étudiants étrangers serait plus élevé que celui exigé de la part des Français. Les

étudiants étrangers ne répondraient pas aux critères sociaux exigés par ces messieurs du CROUS et de l'UNEF : critères qui sont ceux de la combine et du piston.

Cette mesure s'inscrit en droite ligne dans la politique du ministre de l'Education nationale, qui vient de publier un décret exigeant que les étudiants étrangers s'inscrivent six mois avant la rentrée en faculté, pour

pouvoir les disséminer dans toute la France pour éviter toute concentration remuante.

Les étudiants étrangers sont, pour la plupart, originaires des pays du tiers monde et soutiennent les luttes de leurs peuples contre l'hégémonie et la domination des deux superpuissances. La riposte des étudiants étrangers ne s'est pas faite attendre. Alors le CROUS et ses larbins de l'UNEF ont proposé généreusement aux étudiants étrangers

de s'entasser à trois dans des F2 à trois kilomètres de l'université. Une riposte plus large se développe contre le CROUS et ses agents, un large front constitué par toutes les organisations marxistes-léninistes d'Aix et par les organisations d'étudiants étrangers s'est mis en place pour faire reculer le CROUS et ses agents de l'UNEF. Les étudiants étrangers resteront en cité universitaire.

(Affaire à suivre)
Correspondant H.R. Aix

A LA COMSIP (Rueil-Malmaison)

NON AUX 750 LICENCIEMENTS !

Qu'est-ce que la COMSIP ? Une société qui emploie 4400 personnes et qui est un des premiers spécialistes mondiaux de l'automatisation industrielle. Ses clients sont les grandes sociétés chimiques, pétrolières, cimentières... Siège social à Rueil-Malmaison (970 personnes), des agences en province : Marseille, Le Havre, Lyon, Lille, Bordeaux..., des filiales à l'étranger : Allemagne, Benelux, Angleterre, Brésil, Espagne, Guyane, Polynésie...

Son développement s'est fait sur la base de la compétence que la COMSIP offrait en matière d'installations automatisées. En 1973, COMSIP-Entreprise naît de la fusion de 4 sociétés : COMSIP-Automation, Electro-Entreprise, Lebon Informatique et CDCEI-DAI. La fusion sera marquée par 90 licenciements. Le principal actionnaire en est la banque Worms à travers la Cie Lebon qui contrôle 72 % des actions.

Un premier PDG, J. Raison, va procéder à une première épuration : 110 licenciements en novembre 74 qui toucheront le siège social et qui ne provoqueront que peu de réactions du personnel.

Un deuxième PDG, A. Egnell, lui succède en septembre 75, qui nomme 2 directeurs en plus et annonce 750 licenciements... essentiellement des chantiers (600 environ).

POURQUOI ?

L'argument officiel de la direction est le déficit de la société : 136 millions de francs pour 44 millions de capitaux propres (chiffre d'affaires 650 millions de francs). Comme toujours derrière les chiffres se cache la raison du profit : ...tivité rémunératrice de la société est celle de la vente de services, de compétences, qui nécessite peu de personnel par rapport à celle d'entrepreneur qui nécessite du personnel de chantier, qui travaille effectivement sur le tas. La banque Worms ne s'y trompe pas, qui en prêtant de l'argent à la COMSIP-Entreprise, l'oblige, pour rembourser les intérêts, à se lancer dans une course-poursuite aux contrats industriels. Dans le système capitaliste d'aujourd'hui, qui affirme la suprématie du capital financier par rapport au capital industriel, la solution coule de source : il faut licencier le personnel de chantier qui coûte cher et rapporte peu.

LE DÉBUT DE LA BATAILLE

Dès le mercredi 8 octobre, les agences locales et les chantiers sont en grève et les locaux occupés dans leur quasi-totalité.

Le jeudi 9, ce sera le tour du siège avec l'appui du personnel des chantiers, car le personnel du siège, in-

fluencé par le syndicat CGC (aux origines douteuses) ne participera à l'occupation qu'à l'appel de la CFDT et la CGT.

LES DESSOUS DE LA BATAILLE

Le syndicat dominant est sans conteste la CGT avec deux aspects : l'UGICT au siège (quasiment tous membres du PxC>F) et la CGT dite «chantiers» dont les adhérents (80 % du personnel) sont fermement décidés à se battre.

La CFDT est présente au siège, très faiblement dans les chantiers. La CGC, elle, est présente au siège.

Par ailleurs, un membre de l'UGICT, connu et influent, est présenté comme étant dans l'antichambre du Comité central du PxC>F.

Le samedi 11 octobre, l'UGICT a pris l'initiative d'une rencontre avec la fédération CGC pour «débloquer la grève» sans en avertir les représentants de la CGT des chantiers, et a exigé que la CFDT n'envoie que des cadres en délégation pour discuter !

La CFDT n'enverra que les délégués qu'elle aura choisis. Mais elle tombera dans le panneau de la collaboration de classes en acceptant de discuter des «modalités» pour les 703 licenciements, de mutations d'une agence de province à une autre, de mises à la retraite anticipées, et de rien d'autre.

LES POSITIONS EN PRÉSENCE

Deux contradictions existent en ce moment :

- celle qui oppose le PxC>F, par UGICT interposée, aux travailleurs des chantiers menacés directement. Tandis que les travailleurs des chantiers s'opposent à tous licenciements, les bonzes sont déjà prêts à négocier (en paroles, ils se disent contre les licenciements).

- celle qui oppose la CFDT, dévouée à la cause du personnel, à la coalition UGICT-CGC. Mais la CFDT n'arrive pas à garantir à la grève un minimum de contenu démocratique : comité de grève élu et non désigné, assemblées générales souveraines et non inexistantes.

Dans ces conditions, la force vive de la grève repose sur les grévistes des chantiers, qui dans leur refus légitime d'un seul licenciement, peuvent, à eux seuls, contraindre le trio «direction, CGC et UGICT» à céder.

LA LUTTE CONTINUE

Les négociations engagées avec la direction dès le lundi 13 octobre ont vite tourné court.

Côté syndical, un tract commun CFDT, CGC, CGT demandait l'ouverture de ces négociations sur la base

«du maintien intégral du potentiel technique et humain de l'entreprise, en même temps que la création d'une instance de recours, paritaire, permanente, à pouvoir suspensif, habilitée à examiner toutes décisions concernant l'emploi et la restructuration».

La direction n'acceptait de suspendre les 703 licenciements que pendant un mois. Pendant le même temps, elle assignait devant le juge des référés de Nanterre 8 délégués (7 CGT et 1 CFDT), et organisait le mardi matin 14, sur le parking, un vote bidon sur la reprise du travail, ne faisant voter que le personnel non en grève (comble du ridicule).

La détermination des grévistes n'est pas ébranlée pour autant et ils ont pris en main la popularisation de leur lutte en distribuant largement des tracts à la population de Rueil et en demandant aux travailleurs des entreprises de Rueil de soutenir leur lutte.

Les unions locales CGT et CFDT de leur côté ont appelé à une manifestation devant la mairie de Rueil, le jour où se tenait, à l'initiative de Baumel, maire de Rueil, une réunion des chefs d'entreprise de la commune.

Après avoir donné la parole, pour quelques instants, à un travailleur des chantiers, les représentants des UL ont, eux, profité de l'occasion pour exposer longuement leur ritournelle politique. Dans le défilé deux re-trains : «Programme commun» pour les révisionnistes, «Les patrons licencient, licenciés les patrons» pour les trotskystes.

Pas un seul mot d'ordre de soutien à l'occupation des locaux par les travailleurs en lutte ; à tel point qu'un certain nombre de participants et des travailleurs de la COMSIP se demandaient à quoi, à qui profitait la promenade, si bien qu'un délégué CFDT de la boîte prit la parole pour donner un minimum d'informations, ce qui n'avait pas encore été fait.

L'INTERVENTION DU PS ET DU PxC>F...

Le PS a diffusé un tract qui a évité dans un premier temps au

PxC>F d'en faire un. En effet, tout y est : la référence au Programme commun, les solutions de relance économique (type relance de la consommation populaire), bref l'arsenal connu. On sait avec quel succès la lutte contre les licenciements se mène quand on propose aux travailleurs de se battre pour le Programme commun : Rateau (72 licenciements déguisés en mise à la retraite anticipée), l'ORTF, Titan Coder, Grandin (150 réembauchées sur 500)...

Le travail étant fait, le PxC>F s'est contenté de fournir des lits pour les grévistes occupant les locaux et de diffuser un tract (cellule de la COMSIP - tract no. 6) où était reproduite la lettre de Duffour, ex-conseiller général PxC>F, ex-instituteur, au préfet des Hauts-de-Seine !

Quant aux trotskystes de ROUGE, ils demandent tout simplement que, si aucun capitaliste ne veut reprendre l'entreprise, on la nationalise (tract du 13 octobre)... Comme si l'Etat actuel n'était pas l'Etat des capitalistes et si la nationalisation évitait les licenciements (ORTF, CEA, Renault).

... ET LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Ils ont dans leur ensemble choisi la seule voie juste : la lutte classe contre classe. Ils n'entendent pas céder un pouce de terrain face à cette tentative de licenciements. ILS ONT RAISON.

Les exemples de Lip, Hollenstein, sont là pour montrer que l'unité des travailleurs sur le juste mot d'ordre «Non aux licenciements», est la seule force capable de mener à la victoire.

Cette unité à la base est nécessaire et vitale. La lutte doit être menée démocratiquement (assemblées générales souveraines) et les travailleurs doivent d'abord compter sur leurs propres forces, et démasquer les faux amis qui les «soutiennent» en paroles et les trahissent dans les faits.

L'HR est à leurs côtés dans cette bataille.

Correspondant HR

BULLETIN D'ABONNEMENT (ÉCRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITÉ DU BULLETIN)			
NOM			
PRENOM			
ADRESSE			
	Pli ouvert		Pli fermé
1 mois	<input type="checkbox"/> 32 F		<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	<input type="checkbox"/> 95 F		<input type="checkbox"/> 180 F
6 mois	<input type="checkbox"/> 190 F		<input type="checkbox"/> 360 F
Soutien	<input type="checkbox"/> 300 F		<input type="checkbox"/> 500 F
CCP : L'HUMANITÉ ROUGE N° 30 226-72 - La Source			

Procès de l'assassin de M. Diab : LE TRIBUNAL SE DÉCLARE INCOMPÉTENT

Le tribunal correctionnel de Versailles a décidé jeudi de se déclarer incompétent pour juger l'assassin de Mohamed Diab. Dès l'ouverture du procès, les avocats de la famille de Mohamed Diab, Gisèle Halimi et Ben Abdallah, avaient mis en lumière l'incompétence du tribunal car il y avait eu assassinat délibéré de la part du flic Marquet. Ils exigeaient donc que celui-ci comparaisse en cour d'assises.

En se déclarant incompétent, le tribunal de Versailles estime lui aussi que Marquet doit passer en cour d'assises. Il s'agit là d'une première victoire des forces antiracistes. Il est vrai que les manœuvres visant à blanchir l'assassin étaient particulièrement grossières. Il était en effet inculpé d'« homicide involontaire », comme s'il ne s'agissait que d'un « regrettable accident ». Il est à signaler encore que Marquet n'a pas fait jusqu'à ce jour l'objet d'une sanction administrative. Le procès a mis en lumière les protections dont il bénéficie au sein de la police.

L'enjeu est clair. Dans notre pays, par dizaines, des travailleurs algériens ont été assassinés sans que jamais les tueurs soient châtiés. Pourtant ils sont connus. Les crimes racistes sont encouragés et protégés. Le flic Marquet est l'un de ces tueurs. On a voulu faire retomber la responsabilité de l'assassinat sur l'assassiné, disculper l'assassin. Pour tous les antiracistes, la cause est entendue : le tueur raciste doit être condamné sévèrement. Il est probable que, dans

les quelques mois qui viennent, les tentatives pour étouffer l'affaire ne vont pas manquer. L'opinion antiraciste devra donc demeurer vigilante et active pour que Marquet ait le châtiment mérité.

UNE DÉCLARATION ALGÉRIENNE

Dans une déclaration publiée jeudi soir, l'agence « Algérie presse service » écrit :

« En se déclarant incompétente dans l'affaire de Diab, la cour correctionnelle de Versailles a fait état de son trouble devant une affaire qui la dépassait et dont on voulait lui faire endosser la responsabilité au regard des opinions publiques française et algérienne.

« En disant non, elle a ainsi refusé de cautionner les agressions trop nombreuses dont sont victimes les ressortissants algériens en France. Elle a permis que ne soit pas entériné légalement le climat d'insécurité dont est entourée l'émigration algérienne. »

L'agence souhaite que le prochain procès du sous-brigadier Marquet ne soit pas « renvoyé aux calendes grecques » : « A travers Marquet, souligne-t-elle, ce n'est pas en effet un acte isolé qu'on jugera mais ce sera le procès de certaines méthodes policières, d'une mentalité qui fait que pour certains représentants de l'ordre, la guerre d'Algérie continue encore. C'est enfin le procès du racisme, car tout permet de penser que si Diab ne s'était appelé Mohamed, il serait peut-être encore en vie », conclut l'APS.

ESPAGNE: FRANCO PRÉPARE DE NOUVEAUX ASSASSINATS

Jeudi, à Barcelone, la police franquiste a tenu à « confirmer » l'arrestation de six militants du FRAP. Elle attribue à l'un d'entre eux, Lorenzo Jurado Perez, la liquidation d'un policier fasciste le 14 septembre dernier et accuse les cinq autres militants de « complicité » : il s'agit de José Maria Jurado Perez, frère de Lorenzo, Francisco Molinos Barrio, Antonio Lopez Quero, Vicente Vidal Tunoi et Pedro Sanchez Vega a Rubi.

Mais l'annonce mercredi de l'arrestation de ces six militants est une mystification. Voilà plus d'un mois que ces six révolutionnaires antifascistes et patriotes sont emprisonnés et torturés dans les prisons de Franco. Alors ? Alors la mascarade de la police franquiste est destinée à préparer de nouveaux assassinats. En effet, la procédure « summarissima » expéditive, sera appliquée aux six mili-

tants du FRAP. Ces militants sont donc des otages. Franco s'appête à les exécuter selon les vieilles pratiques hitlériennes, en représaille des légitimes exécutions de policiers fascistes par les peuples d'Espagne.

D'ailleurs dans le Pays basque les franquistes intensifient également la répression en s'imaginant stopper la lutte armée du peuple basque.

Un avocat, trésorier du barreau des avocats de Bilbao, mercredi, et six personnes, jeudi, à Guernica, ont été arrêtés par la police franquiste.

Le développement de la répression fasciste en Espagne ne fait que renforcer la détermination des peuples à renverser par les armes le dernier allié d'Hitler.

(SUITE DE L'EDITORIAL)

Furieux de cette visite, chaleureusement saluée par le gouvernement et le peuple chinois, les représentants soviétiques ont bruyamment manifesté leur hostilité à l'amitié et à la solidarité sino-yougoslave et ont ordonné à leurs « alliés » de faire de même. C'est ainsi, par exemple, qu'ils ont, à Pékin, quitté la salle du banquet lorsque l'hégémonisme fut condamné par les orateurs.

Nouveau dépit pour Moscou le 1er octobre : l'Italie et la Yougoslavie annonçaient un accord sur Trieste liquidant les litiges hérités du passé et une source de tension entre les deux pays que le social-impérialisme espérait exploiter, comme il a tenté et tente d'exploiter les tensions et conflits entre la Grèce et la Turquie, ou encore entre d'autres pays méditerranéens.

Enfin le Kremlin s'est affolé du renforcement des liens entre la Roumanie et la Yougoslavie. Ces deux pays, face à l'avidité géant russe, ne cessent de consolider les liens qui les unissent dans un souci commun d'indépendance nationale.

Les révisionnistes soviétiques qui prétendent mettre leur nez dans les affaires de tous

les peuples, multiplient les pressions et les menaces à l'égard de la Yougoslavie. Le peuple yougoslave n'étant pas prêt à céder, il est inévitable que les tentatives de contrôle de la bande Brajnev se multiplient. C'est un secret de colichinelle que l'URSS a préparé des plans pour intervenir à la mort du maréchal Tito. C'est pourquoi il est important pour elle de maintenir une « opposition » pro-soviétique à Tito, afin de répondre le jour venu aux « appels pressants à l'aide de l'URSS pour défendre le socialisme » que lanceront ces agents.

C'est ce que faisait Hitler : il se livrait à l'agression pour répondre à l'appel de ses agents. Ceux-ci avaient recours à lui pour défendre des minorités allemandes soi-disant opprimées. La « défense de la nation allemande » pour Hitler est devenue la « défense de la paix et du socialisme » pour Brejnev. D'ailleurs ce n'est pas pour rien qu'à Helsinki le représentant soviétique a déclaré qu'à l'avenir de nouvelles interventions semblables à celle qui eut lieu en août 1968 à Prague pourraient se reproduire.

LES PATRONS VEULENT DES JUGES SUR MESURE

En voyant qu'aujourd'hui certains juges n'hésitent pas à mettre en cause la responsabilité criminelle des patrons dans les « accidents du travail » et veulent la voir sanctionnée, les patrons s'affolent et proposent de nouvelles mesures pour mieux contrôler leur justice et éliminer les juges gênants. Dans une lettre adressée à Lecanuet, le président des petites et moyennes entreprises, Gingembre demande de déposer un projet de loi « permettant au prévenu de récuser un juge qui, en raison de ses appartenances, pourrait lui apparaître suspect en ce qui concerne la saine administration de la justice ». Il écrit encore « Il se développe actuellement, notamment autour des objectifs avoués du Syndicat de la magistrature, un climat qui devient intolérable d'insécurité pour tous ceux qui assument des responsabilités économiques ».

GREVE SANS PRÉAVIS DES DES EMPLOYÉS D'EL AL

Les 600 employés des ateliers de la Compagnie israélienne El Al à l'aéroport Ben Gourion de Lod ont commencé jeudi après-midi une grève surprise afin d'appuyer leurs revendications salariales.

Au nom du gouvernement, le ministre des Transports, M. Gad Yaakobi, a sévèrement blâmé l'action des grévistes qui, n'ayant pas prévenu la centrale syndicale Histadrout, contreviennent à la loi. Il les a d'autre part accusés de porter atteinte aux intérêts du pays en le coupant du monde extérieur, et les a avertis que s'ils ne reprenaient pas le travail rapidement le gouvernement serait contraint de prendre des mesures.

Rappelons que de telles grèves sont de plus en plus courantes en Israël. Cet été des pêcheurs ont même affronté la police de l'Etat sioniste. Comme le souligne l'OLP l'intérêt des travailleurs juifs est de rejoindre le combat du peuple palestinien pour un Etat indépendant, démocratique et laïc.

DES JUIFS FAVORABLES A L'O.L.P. ÉCRIVENT A KISSINGER

Les dirigeants des Netourei Karta ont remis jeudi au consul général des États-Unis à Jérusalem une lettre adressée au secrétaire d'Etat Henry Kissinger, dans laquelle ils lui reprochent de refuser de négocier avec l'OLP.

Les Netourei Karta, ultra-orthodoxes, qui rejettent les lois et la citoyenneté israéliennes constituent un petit groupe vivant à Jérusalem et ont à plusieurs reprises récemment fait état de contacts avec l'OLP.

PROTESTATION JAPONAISE CONTRE DES AMENDES INFLIGÉES PAR LES AUTORITÉS SOVIÉTIQUES A DES NAVIRES DE PÊCHE JAPONAIS

Selon l'Agence France-press, le gouvernement préfectoral de l'île de Hokkaido va déposer une plainte auprès du gouvernement soviétique à propos d'amendes infligées à des bateaux de pêche japonais dans les eaux des îles Kouriles.

La police de Hokkaido et le département des pêcheries du gouvernement préfectoral ont précisé que des patrouilleurs soviétiques avaient infligé un total de 1 700 000 yens (5 600 dollars) d'amendes à 13 bateaux de pêche basés dans les ports d'Hokkaido depuis le début de l'année. Cette somme est beaucoup plus importante que celle qui avait été réunie l'année dernière dans les mêmes conditions, soit 714 000 yens (2 480 dollars).

Le département des pêcheries de Hokkaido dénie le droit aux autorités soviétiques d'imposer des amendes à des bateaux japonais contrevenant à la « loi sur la protection des ressources » qui est une loi intérieure de l'Etat soviétique. Les îles Kouriles sont en effet illégalement occupées par l'URSS.